

Colloque des 16 et 17 mars 2012 Institut catholique de Paris

Les Chrétiens et le désarmement nucléaire

Le monde vit toujours sous la menace des armes nucléaires. Malgré la fin de la guerre froide, il y a encore plus de 20.000 armes nucléaires dont plusieurs milliers peuvent être lancées à tout moment.¹

Le mouvement international catholique pour la paix, Pax Christi, qui compte maintenant plus de 100 Organisations membres dans le monde, a constamment plaidé en faveur de l'élimination de toutes les armes de destruction massive, armes nucléaires, biologiques et chimiques.

Les plus inhumaines de toutes les armes, les armes nucléaires sont, à juste titre, appelées armes de destruction massive et de terreur totale. Détruisant tout sans aucune discrimination, elles dévastent tout et causent des dommages radioactifs à long terme. Conçues pour semer la terreur autant que pour détruire, utilisées par des États ou des terroristes, elles produisent des effets destructeurs beaucoup plus étendus que ceux causés par des armes conventionnelles. Nous continuons de penser que la menace de destruction nucléaire de la vie humaine est moralement inacceptable.

Les armes nucléaires peuvent tuer des milliers de personnes en une seule attaque et entraîner des conséquences durables, voire indéfinies, sur l'environnement et les corps humains. Les gens qui visitent Hiroshima et Nagasaki y apprennent la leçon inoubliable qu'en plus de tuer des milliers de gens et de détruire l'environnement, les scientifiques reconnaissent que certains dommages atteignent les générations suivantes (exemple: les malformations congénitales).

Aussi longtemps que des pays possèdent de telles armes, d'autres pays voudront en acquérir. Aussi longtemps qu'il y en a en réserve dans l'arsenal de certains pays, il y a risque qu'elles éclatent un jour, délibérément ou accidentellement, par une organisation nationale ou terroriste. Ce serait une catastrophe.

Trois concepts inter reliés doivent faire l'objet d'une attention internationale et d'initiatives concrètes : la non-prolifération nucléaire, le désarmement nucléaire et l'interdiction des essais nucléaires. Pax Christi International veut en priorité prévenir la prolifération nucléaire et le terrorisme nucléaire. En conséquence, les armes nucléaires devraient être déclarées illégales et les armes nucléaires existantes devraient être réduites à zéro.

Usage, possession et menaces nucléaires: tout cela est immoral

En avril 2005, aux Nations Unies, New York, dans le cadre de la Conférence de révision du Traité de non-prolifération (TNP), Pax Christi International a déclaré qu'il est immoral, pour des acteurs étatiques ou non étatiques comme pour des terroristes, de brandir la menace du recours aux armes nucléaires et d'en posséder. Du même souffle, Pax Christi International rappelait aux participants à cette Conférence leur obligation légale de

poursuivre l'objectif de l'élimination totale et irréversible des armes nucléaires afin d'honorer les engagements qu'ils avaient pris à la Conférence 2000 de renforcer le TNP et son applicationⁱⁱ.

De son côté, la Cour de Justice Internationale (CIJ) s'est exprimée le 8 juillet 1996 sur *La légitimité de la menace ou de l'usage des armes nucléaires*, en disant que ces armes, impossibles à contenir dans le temps et dans l'espace, ont le pouvoir de détruire toutes les civilisations et l'écosystème global de la planète. À son avis, aucune tâche n'est plus urgente que d'écartier cette éventualité, ce qui commande l'élimination complète des armes nucléaires. De plus, l'humanité a compris, depuis plusieurs siècles, qu'elle doit s'efforcer d'empêcher le développement d'armes qui ne font pas de différence entre civils et militaires et qui causent des souffrances cruelles et inutiles. L'opinion émise par la CIJ confirme cette tradition.

Des signes d'espoir

Quelques déclarations récentes émises par les plus hautes autorités internationales augmentent nos raisons de croire que l'élimination totale des armes nucléaires, loin d'être une illusion, est un objectif à portée de la main. Citons, entre autres, la *Proposition en cinq points pour progresser vers le désarmement*ⁱⁱⁱ du Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-Moon, en octobre 2008, et la déclaration officielle du président américain, Barack Obama, à Prague, le 5 avril 2009, à propos de «l'engagement des États-Unis à poursuivre la paix et la sécurité dans un monde sans armes nucléaires». Celui-ci reconnaît que «comme seule puissance nucléaire à avoir utilisé une arme nucléaire, les États-Unis ont une responsabilité morale d'agir. Certes, nous ne pouvons agir seuls, mais nous pouvons prendre l'initiative^{iv}».

La modernisation des stocks nucléaires illustre l'importance et le besoin d'entreprendre des négociations de bonne foi vers un désarmement global. La prochaine Comité Préparatoire du TNP, qui aura lieu à Vienne du 30 avril au 11 mai 2012, offre l'occasion incontournable de poursuivre cet objectif.

Dans leur lettre adressée au président Barack Obama, le 30 avril 2009, les co-présidents de Pax Christi International, Monseigneur Laurent Monsengwo et madame Marie Dennis écrivaient^v :

Votre accession à la présidence des États-Unis d'Amérique, vos récentes allocutions et vos actions font resurgir l'espoir d'une sécurité et d'une paix durables au plan international et d'un développement humain pour tous les peuples de la terre. Nous souhaitons que tous, citoyens et leaders politiques de tous les pays, saisissent cette occasion pour réaliser de réels progrès en ces domaines, afin que l'espoir devienne réalité pour tous, dans ce village global qu'est devenue notre planète.

La même lettre rappelle que pendant la Conférence de révision du TNP, en 2000, aux Nations Unies à New York, les pays dotés d'armes nucléaires se sont entendus sur 13 étapes à franchir – c'était sous l'administration Clinton –

Puisque vous avez affirmé, en avril, que les États-Unis allaient ‘franchir des étapes concrètes vers un monde sans armes nucléaires’, nous vous demandons de prendre toutes les mesures nécessaires pour traduire les 13 étapes convenues en réalités tangibles, afin de libérer le monde de toute menace nucléaire. Considérant la tenue de la prochaine Conférence de révision sur le TNP, en 2010, un engagement ferme et des progrès vers ce but sont d’une extrême importance.

Si les pays qui possèdent des armes nucléaires s’engagent réellement vers un désarmement complet et irréversible, selon un échéancier orienté vers cet objectif, cela pourrait conduire à généraliser le TNP et ouvrir la possibilité aux trois pays encore réticents d’adhérer au traité.

Permettez-moi de citer encore le discours du président Obama au Caire^{vi} :

Je comprends ceux qui dénoncent le fait que certains pays possèdent des armes nucléaires et d’autres pas. Aucune nation ne devrait choisir quels pays auraient ce droit. C’est pourquoi j’ai réaffirmé l’engagement des États-Unis en faveur d’un monde où aucun pays ne possédera plus d’armes nucléaires. Et toute nation – incluant l’Iran – aurait le droit d’accéder au nucléaire à des fins pacifiques si elle se conforme à ses responsabilités définies au TNP. Cet engagement est au centre du TNP et doit y demeurer pour tous ceux qui y ont donné leur adhésion. Je nourris l’espoir que tous les pays de cette région partageront cette perspective.

Le 6 juillet 2009, le président des États-Unis, Barack Obama, et le président de la Russie, Dmitry Medvedev, ont conclu un accord pour réduire leurs stocks nationaux respectifs d’armes nucléaires^{vii}. Le projet START qui remplacerait le traité – principal point de ce sommet – invite chaque partenaire à réduire de 1500 à 1675 les ogives, et les véhicules de lancement de 500 à 1,100. Les limites actuelles fixent un maximum de 2,200 ogives et de 1600 véhicules de lancement. Le futur traité couvrirait 10 ans. Chaque partie aurait sept ans pour atteindre les niveaux de réduction convenus, suivis de trois années de vérification. Cette entente remplacerait le traité Start I, signé en 1981, qui expire en décembre 2009.

Un appel aux Nations Unies

Le 15 juin 2009, le Secrétaire général de l’ONU commentait le *Traité global d’interdiction des essais nucléaires (Comprehensive Nuclear-Test-Ban Treaty (CTBT))* en ces termes^{viii} :

La conclusion du CTBT, il y a plus d’une décennie, fut un point tournant dans l’élaboration des normes en matière de non-prolifération. Mais l’entrée en vigueur du traité a trop tardé. Le prix à payer est élevé. Plus long sera le délai de mise en œuvre, plus élevés seront les risques et conséquences de nouveaux essais nucléaires. En déclarant hors-la-loi tout essai nucléaire, le CTBT aurait grandement contribué à ralentir la multiplication des armes nucléaires et à faire avancer le désarmement.

La même déclaration de Ban Ki-moon mentionnait la Corée du Nord et les pays qui n’ont pas encore signé le traité :

Le récent essai nucléaire en République Démocratique de Corée du Nord rappelle à la communauté internationale l’urgence de l’entrée en vigueur, sans délai, du CTBT.

Laissez-moi réitérer mon appel pour que les États qui n'ont pas encore signé et ratifié ce traité le fassent dès que possible. J'ai défendu publiquement l'importance de son application, incluant les ententes bilatérales et multilatérales. La communauté internationale doit saisir le moment.

Le président Barack Obama est favorable à cette position. Le CTBT va interdire les essais nucléaires, dissuader les pays d'améliorer leurs arsenaux et plus encore de développer de nouvelles armes. Ce traité devra passer l'épreuve au Sénat des États-Unis. Atteindre le point zéro du désarmement nucléaire est une tâche ardue, mais pas impossible. C'est maintenant qu'il faut déployer énergie et détermination pour convaincre le Congrès américain d'appuyer les initiatives du Président pour réduire le danger nucléaire. «Je félicite la nouvelle administration des États-Unis, disait Ban Ki-moon, qui veut obtenir la ratification du CTBT; ce serait donner une forte impulsion au mouvement vers un monde sans nucléaire.

Voici un moment historique: la promesse d'un monde sans armes nucléaires annoncée en 1968 par le Traité de non-prolifération (TNP) peut vraiment devenir une réalité. Cela requiert des gouvernements un langage clair, sans équivoque, et un engagement ferme dans cette direction. Il faut agir maintenant.

Les gouvernements doivent agir maintenant

Pax Christi International propose aux Gouvernements d'agir immédiatement sur les dix points suivants^{ix} :

- 1) Émettre une déclaration officielle en faveur d'un monde entièrement libéré des armes nucléaires en 2020.
- 2) Donner un avis favorable à une Europe libérée d'armes nucléaires en 2015. La Russie est part de l'Europe.
- 3) Rallier à cette cause les pays européens et les alliés de l'OTAN.
- 4) Obtenir au sommet de l'OTAN, en 2012, la fin du rôle politique et militaire des armes nucléaires dans la politique de sécurité de l'OTAN.
- 5) Convaincre de la nécessité de garder les ogives nucléaires hors d'alerte, en sécurité et séparément des systèmes de livraison.
- 6) Promouvoir la signature et la ratification du Traité global d'interdiction des essais nucléaires (CTBT) d'ici la Conférence de révision du Traité de non-prolifération (TNP), en 2015, pour qu'il entre en vigueur dès que possible.
- 7) Décourager toute modernisation des armes nucléaires et de leurs systèmes de déploiement.
- 8) Stimuler l'entente sur un traité qui interdit la production de matières fissiles requises pour la production des armes nucléaires, pendant la Conférence de révision du TNP en 2015.
- 9) Promouvoir un contrôle supranational par les Nations Unies du cycle complet des matières fissiles comme moyen de prévenir le terrorisme nucléaire.
- 10) Mettre un frein au déploiement, en Europe, d'un bouclier anti-missile.

Seuls des gestes concrets réussiront à créer la base de confiance et de sécurité. Mettre fin au rôle des armes nucléaires au sein de l'OTAN et négocier le retour aux États-Unis des armes nucléaires stationnées dans un pays membre de l'OTAN: voilà deux mesures réalisables et un moyen éloquent non seulement pour renforcer le processus de désarmement en soi, mais pour instaurer le désarmement nucléaire et la sécurité mutuelle comme principe d'organisation des relations entre les États.

La vision d'une paix juste, durable, dans un monde libéré des armes nucléaires, ne deviendra réalité que si la communauté internationale et les peuples travaillent sans relâche à développer des politiques nationales et internationales cohérentes axées sur la sécurité humaine globale et fondées sur des accords internationaux assortis de mesures contraignantes et de systèmes de vérification. Ainsi le développement graduel de solutions de rechange propices à la paix et à la sécurité, les ressources humaines et économiques consacrées à la recherche, au développement et à la production d'armes pourront être transférées à un authentique développement humain.

Quel rôle pour les Églises et les religions mondiales?

L'Église catholique et le Conseil Œcuménique des Églises (COE) ont régulièrement et constamment plaidé en faveur d'un désarmement nucléaire total. En avril 1999, à l'occasion d'une séance du Comité préparatoire à la Conférence de révision du Traité de non-prolifération, le COE et le mouvement Pax Christi International ont émis une déclaration commune intitulée *Agir maintenant pour abolir le nucléaire*^x. Konrad Raiser, alors secrétaire général du COE et le cardinal Godfried Danneels, président de Pax Christi International, affirmaient que :

Les armes nucléaires, leur usage ou leur menace, constituent un mal énorme et intrinsèquement immoral. Instruments de destruction massive, elles tuent des innocents et dévastent l'environnement. Instruments de dissuasion, elles tiennent des innocents en otage à des fins politiques et militaires. C'est pourquoi la doctrine de la dissuasion nucléaire est en soi immorale et trompeuse.

Pas de vainqueur, seulement des victimes

«Une guerre nucléaire ne ferait aucun vainqueur mais seulement des victimes», déclarait le pape Benoît XVI en janvier 2006. Il invitait les pays qui possèdent des armes nucléaires à viser un désarmement graduel concerté.

Pax Christi International soutient entièrement les positions exprimées par le COE et le Saint-Siège et reconnaît que l'on doit faire davantage – y compris à l'intérieur du mouvement – pour stimuler les Églises et les grandes religions à devenir artisans et prophètes de la paix et du désarmement.

Les religions mondiales doivent proclamer que les armes nucléaires et la sécurité humaine ne peuvent coexister. L'enseignement de l'Église catholique sur la dissuasion nucléaire^{xi} a été clairement exposé au concile Vatican II et répété par le pape Jean-Paul II :

Tout acte de guerre qui tend indistinctement à la destruction de villes entières ou de vastes régions avec leurs habitants est un crime contre Dieu et contre l'homme lui-

même, qui doit être condamné fermement et sans hésitation. (*Gaudium et Spes*, # 80.4)

Le *Catéchisme de l'Église catholique*, publié en 1992, lors du 30^e anniversaire d'ouverture du concile Vatican II, affirme que la loi morale demeure valide même en temps de conflit armé. «Le fait que la guerre soit déclarée ne signifie pas que tout devient permis aux parties en guerre.» Le *Catéchisme* met en garde contre la tentation d'utiliser des armes modernes sophistiquées pour commettre des crimes contre Dieu et contre l'humanité, notamment par l'usage d'armes atomiques, biologiques et chimiques. Il attire l'attention sur l'importance de prendre en 'sérieuse considération' l'argument de la légitime défense car «l'usage des armes ne doit pas produire des maux et des désordres plus considérables que le mal à éliminer». Le pouvoir de destruction des armes modernes pèse lourdement dans l'évaluation de la situation.

Comme membre active de Pax Christi International et en solidarité avec des autres organisations de foi cherchant la paix, j'ai scruté des déclarations et des lettres officielles, publiées par des Églises du monde. Ces expressions de foi parlent fortement de l'aspect éthique des armes nucléaires.

Je vais citer une lettre envoyée par 18 leaders des Églises chrétiennes du Canada au Premier Ministre Jean Chrétien, en 1998, parce que cette lettre exprime très bien ce qui pourrait être déclaré aujourd'hui.

La volonté et l'intention de lancer une attaque nucléaire dans certaines situations témoigne de façon éloquente de notre faillite spirituelle. Nous estimons que la prétention des États détenteurs d'armes nucléaires et de leurs alliés, y compris le Canada, selon laquelle ces armes sont indispensables à leur sécurité, est une insulte à l'humanité. Les armes nucléaires n'assurent pas et ne peuvent assurer la sécurité, elles sont source d'insécurité et de danger. En effet, elles promettent d'anéantir ce qui est le plus précieux: la vie elle-même, et l'écosystème planétaire duquel toute vie dépend. Elles n'ont aucun fondement moral. (...) L'élimination des armes nucléaires est l'unique façon de prévenir l'holocauste spirituel, humain et écologique que constituerait une attaque nucléaire...

Le Vatican a déclaré plusieurs fois très fortement que les armes nucléaires sont immorales, et cela depuis l'encyclique du Pape Jean XXIII, *Pacem in Terris* (1963). Pendant la guerre froide, on a développé ces armes en invoquant l'argument de la dissuasion en prévision d'une attaque. De toute évidence, leur existence est devenue permanente même après la fin de la guerre froide. Ce fait est inacceptable aux communautés de foi et des personnes de conscience. Une communication du Vatican en juillet 2011 est une déclaration d'une grande portée. Selon ce document, ce n'est pas possible de considérer la diminution des armes superflues comme suffisamment morale quand les nations, en même temps, investissent des budgets énormes pour produire des armes plus modernes.

Les organisations de foi comme Pax Christi International ont toujours mis une emphase sur l'abolition complète des armes nucléaires parce que ces armes représentent la violence la plus extrême et la plus injuste.^{xii}

De la dissuasion au désarmement nucléaire

Tout en reconnaissant la nécessité d'une autorité mondiale, notamment les Nations unies, pour délégitimer toute guerre, le concile Vatican II a accepté avec réticence, la stratégie de la dissuasion nucléaire, admettant que l'accumulation des armes «puisse servir à dissuader l'ennemi potentiel d'attaquer». Une 'sorte de paix' peut être ainsi maintenue, bien que l'équilibre résultant de la course aux armements risque de conduire à la guerre au lieu de l'éliminer. Le pape Jean-Paul II a précisé la position catholique sur la dissuasion nucléaire dans le message qu'il a livré à la deuxième session spéciale sur le désarmement, à l'ONU, en 1982 :

Dans les conditions présentes, la dissuasion basée sur l'équilibre n'est certes pas une fin en soi mais peut seulement être une étape vers un désarmement graduel moralement acceptable. Mais pour garantir la paix, il est indispensable de ne pas se satisfaire du minimum, qui présente un réel danger d'explosion.

Cette déclaration montre que la stratégie de la dissuasion n'est acceptable que si elle conduit à des mesures de désarmement. En conséquence, la dissuasion comme unique politique à long terme n'est pas acceptable, comme le réaffirmait la *Lettre pastorale sur la guerre et la paix* publiée en 1983 par la Conférence des Évêques (catholiques) des États-Unis. Tout en disant un «non» ferme à la guerre nucléaire, ils qualifiaient de moralement injustifiable une réponse nucléaire à une attaque conventionnelle - d'autant plus qu'ils ne pouvaient croire qu'une guerre nucléaire épargnerait des milliers de vies humaines – les évêques ont donné une «acceptation morale strictement conditionnelle à la dissuasion nucléaire.».

Cinq ans après cette Lettre pastorale, les Évêques américains ont formulé des critères à respecter pour donner une base morale à la dissuasion, entre autres : ne pas cibler des populations en milieu urbain; ne pas combiner dans les mêmes armes une grande extension, la précision et de multiples ogives nucléaires. Plus tard, en 1993, une autre Lettre pastorale intitulée *La paix est semée dans la justice (The Harvest of Justice is Sown in Peace)* réaffirmait que «la dissuasion nucléaire ne peut être justifiée que comme étape vers un désarmement progressif». Les Évêques croyaient plutôt que «la sécurité viendra par l'abolition des armes nucléaires et le renforcement du droit international».

Au cours des années 1990, il est devenu évident que la politique des États-Unis n'évoluait pas vers le désarmement. Même avant l'arrivée au pouvoir de l'administration Bush, en 2001, les États-Unis ont rejeté la politique du «no-first-use» (jamais le premier assaillant) et adopté des stratégies variées soit pour l'usage préventif des armes nucléaires, soit en réponse à des attaques par les armes chimiques et biologiques. Sous le gouvernement Bush, le *Nuclear Posture Review* a expliqué le maintien des armes nucléaires par des stratégies anti-guerre.

En 1998, après avoir constaté que la dissuasion nucléaire était renforcée, 75 évêques américains ont signé une déclaration critiquant les États-Unis pour avoir dépassé le stade de la dissuasion nucléaire auquel ils avaient, avec grande réticence, donné un accord moral en 1983. Ils constataient avec regret que des artisans de cette politique croyaient sincèrement que la possession d'armes nucléaires est essentielle à la sécurité nationale:

Au contraire, ces armes font de notre monde une place dangereuse. Nous ne pouvons pas attendre plus longtemps. La dissuasion nucléaire comme politique nationale doit être condamnée comme aberrante car c'est une excuse et une justification pour continuer à posséder et développer des armes que nous avons en horreur.

En 1997, le représentant permanent du Saint-Siège aux Nations unies, l'archevêque Mgr Renato Martini, affirmait devant le Comité sur le désarmement de l'ONU :

Les armes nucléaires sont incompatibles avec la paix que nous voulons au XXI^e siècle. Impossibles à justifier, elles méritent condamnation. Afin de préserver le Traité de non-prolifération, il faut un engagement sans équivoque pour les abolir. C'est un défi moral, juridique et politique que nous devons relever pour l'amour de l'humanité.

L'année suivante, Mgr Martino poursuivait :

Le plus dangereux postulat que nous a légué la Guerre froide est de croire que la stratégie de la dissuasion nucléaire est indispensable à la sécurité des peuples. Or maintenir cette stratégie au XXI^e siècle serait non pas une aide mais un obstacle à la paix. La dissuasion nucléaire empêche d'avancer vers le désarmement. Elle maintient une hégémonie inacceptable sur la moitié des populations du monde. C'est un obstacle fondamental à l'établissement d'une sécurité globale pour l'avenir.

Le porte-parole du Saint-Siège réclamait donc « l'abolition des armes nucléaires par une interdiction universelle sans exception et l'inspection par une autorité mondiale. »

Encore en 2005, à la Conférence de révision du TNP, l'archevêque Mgr Celestino Migliore, représentant du Saint-Siège, a clairement affirmé que la dissuasion nucléaire, en contexte moderne, n'a aucune légitimité morale :

Lorsque pendant la Guerre froide, le Saint-Siège a donné un accord restreint à la dissuasion nucléaire, c'était à la condition expresse que la dissuasion soit seulement une étape vers un désarmement nucléaire. Le Saint-Siège n'a jamais considéré la dissuasion comme mesure permanente. Aujourd'hui, nous voyons qu'elle conduit au développement et même à la création de nouvelles armes nucléaires, empêchant ainsi un réel désarmement nucléaire.

Mgr Migliore avertissait aussi de ne pas invoquer la menace du terrorisme mondial pour atténuer le droit humanitaire international. En outre, disait-il,

les armes nucléaires, même de faible portée, mettent en danger les processus de la vie et peuvent conduire à de plus larges conflits. Les armes nucléaires sont un assaut à la vie sur la terre, à la terre elle-même et au processus de développement continu

de la vie. La préservation du TNP exige un engagement sans équivoque pour un désarmement nucléaire total.

De l'avis de Pax Christi International, l'Église catholique devrait déclarer que les armes nucléaires sont un mal en soi, donc immorales, et que leur élimination est une condition préalable à la paix.

Pour le Saint-Siège, la sécurité mondiale ne doit pas dépendre des armes nucléaires, au contraire, il faut démanteler les arsenaux nucléaires.^{xiii} Le Saint-Siège encourage vivement l'établissement d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen Orient.^{xiv} Le pape Benoit XVI encourage tous les initiatives qui visent à un désarmement progressif et la création des zones libres de toute arme nucléaire, dans la perspective de leur complète élimination de la planète.^{xv}

La seule approche moralement acceptable est d'éliminer toutes les armes nucléaires. Il n'est pas permis moralement de penser que certains pays peuvent les conserver tandis que d'autres pays en seraient privés. Un monde à deux vitesses est insoutenable en plus d'être immoral.

Le budget nucléaire

Une dernière dimension éthique que je voudrais nommer est exprimée par toutes les personnes de conscience: le budget dépensé aujourd'hui par les nations nucléaires pour la fabrication et l'entretien d'armes de plus en plus sophistiquées et puissantes, et les budgets des nations, comme la France, qui offrent des contributions à la production de ces armes, sont totalement inacceptables.^{xvi} Comment défendre un budget des millions des euros quand l'humanité souffre de la faim et des effets graves des changements climatiques, quand la Terre souffre et appelle notre attention et notre compassion? C'est une réalité répugnante! Les Missions du Saint-Siège près les Nations Unies sont intervenue plusieurs fois plaidant en faveur d'une vision politique qui intègre le lien entre le désarmement et le développement des peuples.^{xvii}

Le monde continue de choisir la mort au lieu de la vie. Ce choix n'était pas le but de la Création de Dieu. Maintenant c'est le temps de faire un autre choix.

Père Paul Lansu
Secrétariat Pax Christi International
2012-0067-fr-gl-SD

ⁱ <http://www.sipri.org/yearbook/2011/07>

ⁱⁱ Pax Christi International, texte en anglais, français et espagnol sous la Réf. : DIS.22.EFS. 05.

ⁱⁱⁱ Discours à l'Institut Est-Ouest: *The United Nations and Security in Nuclear-Weapon-Free World*.
<http://un.org/News/Press/docs/2008/sgsm11881.doc.htm>.

^{iv} http://www.whitehouse.gov/the_press_office/Remarks-By-President-Barack-Obama-In-Prague-As-Delivered.

^v *Towards a World Free of Nuclear Weapons*. Letter of Pax Christi International, 30 April 2009. Réf: 2009-0292-en-gl-SD.

^{vi} <http://english.aljazeera.net/news/middleeast/2009/06/2009410251287187.html>.

^{vii} <http://news.bbc.co.uk/2/hi/europe/8136918.stm> et <http://ekkesia.co.uk/mode/9820>.

^{viii} *On the urgency of the entry into force of the Comprehensive Nuclear-Test-Ban-Treaty*, 15 juin 2009. unoda-web@un.org.

^{ix} *Appeal for a World Free of Nuclear Weapons*. Nuclear Disarmament Advocacy Package Pax Christi International, March 2009. Réf. 2009-0234-en-gl-SD.

^x *Act now for Nuclear Abolition*; Statement addressed to the nuclear Non-Proliferation Treaty (NPT) Preparatory Committee. Réf. SO7E97.

^{xi} *L'Église dans le monde de ce temps*. Constitution pastorale de l'Église, #80,4.

^{xii} « Le nucléaire au Québec ? » par Mary Ellen Francoeur, présidente de Pax Christi Montréal, 17 novembre 2011.

^{xiii} Mgr. Dominique Mamberti, Secrétaire du Vatican pour les Relations avec les Etats, Conférence générale de l'AIEA, Vienne, 29 septembre 2008.

^{xiv} Mgr. Dominique Mamberti, Secrétaire du Vatican pour les Relations avec les Etats, Intervention aux Nations Unies, à New York, 24 septembre 2009.

^{xv} Benoit XVI, Appel au terme de l'audience du 5 mai 2010.

^{xvi} « Le nucléaire au Québec ? » par Mary Ellen Francoeur, présidente de Pax Christi Montréal, 17 novembre 2011.

^{xvii} Mgr. Francis Chullikatt, l'Observateur Permanent du Saint-Siège à New York, Intervention aux débats de l'ONU, 11 octobre 2010.